

**Réponse de Colt Technology Services à la consultation
de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes
sur l'analyse des marchés pertinents du haut débit et du très haut débit**

1 Synthèse

Colt Technology Services [Colt] remercie l'Autorité d'avoir lancé cette consultation publique. Colt est prêt à accepter qu'il n'y ait pas d'obligation de location de fibre optique sur l'infrastructure FttH de France Télécom à la double condition que :

- L'offre bitstream de France Télécom soit orientée vers les coûts,
- France Télécom ne commercialise pas d'offre pour entreprises sur son architecture FttH.

2 Marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire (Marché n°4)

2.1 Question. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'inclusion des offres fondées sur les appuis aériens dans la définition du marché pertinent. Ils préciseront, le cas échéant, sur quels fondements ils estimeraient pertinent d'inclure ou d'exclure tout ou partie de ces offres

A l'heure du déploiement du FttH, et compte tenu de la proportion d'infrastructures aériennes dans la boucle locale filaire de France Télécom, il apparaît en effet raisonnable d'inclure l'ensemble des lignes aériennes dans le marché pertinent des infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire.

2.2 Question. Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la délimitation retenue du marché pertinent des offres de gros d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire

Colt est d'accord avec la définition du marché 4 retenue par l'Autorité, en particulier sur le périmètre national de ce marché. Colt note avec intérêt la non-substituabilité entre les offres d'occupation de galeries visitables des réseaux d'assainissement et les fourreaux.

2.3 Question. Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur l'analyse menée par l'Autorité et la désignation de France Télécom comme opérateur exerçant une influence significative sur ce marché.

Colt souscrit à l'analyse de l'Autorité selon laquelle, sur le marché national des infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire, France Télécom est le seul opérateur exerçant une influence significative.

2.4 Question. L'Autorité invite les acteurs à lui faire de leurs observations relatives aux évolutions décrites en matière d'accès à la sous-boucle. En particulier, l'Autorité invite les acteurs à faire des propositions concernant la priorisation des commandes de raccordement à la sous-boucle.

Dans son document d'orientations sur la montée en débit publié le 25 février 2010, « *Montée en débit : la mise en œuvre de l'accès à la sous-boucle et son articulation avec développement des réseaux FttH* », l'ARCEP indique que : « *L'accès à la sous-boucle, quelle que soit la solution technique mise en œuvre, ne doit pas se substituer ou retarder le déploiement des réseaux FttH qui demeure la priorité. L'accès à la sous-boucle peut constituer ainsi une solution intéressante mais subsidiaire d'accroissement du débit d'accès à Internet. (...) Les investissements pour l'accès à la sous-boucle sont importants et risquent de n'être que marginalement réutilisables pour le déploiement de la fibre en zones moins denses. Aucun consensus n'apparaît par ailleurs sur la capacité des projets de montée en débit à préparer le FttH. En l'absence d'orientations et de modalités particulières, la mise en œuvre de l'accès à la sous-boucle est au contraire susceptible, dans de nombreux cas, de retarder l'arrivée effective du FttH.* »

En application de ce principe, Colt estime que les commandes de raccordement à la sous-boucle doivent prioritairement concerner les zones moyennement denses ou peu denses. Colt estime en outre que la réorganisation de la boucle locale (création de nouveaux NRA) est préférable à la bi-injection. En effet, la réorganisation maintient une unité technologique du mode d'exploitation de la boucle locale de cuivre, qui serait perdue en cas d'injection de VDSL à la sous-boucle.

2.5 Question. L'Autorité invite les acteurs à commenter le processus de migration des accès lors d'un projet de montée en débit via l'accès à la sous-boucle en mono-injection, en complétant si besoin les situations de migrations identifiées ci-dessus et en proposant les éventuelles règles et processus de migration pouvant répondre au besoins d'efficacité, de simplicité et de fluidité des opérateurs alternatifs.

Les processus de migration d'une ligne dégroupée au NRA d'origine soit vers une ligne dégroupée au nouveau NRA, soit vers un accès bitstream, ne sont pas une chose nouvelle. Elles sont pratiquées depuis les programmes NRA HD et NRA ZO. Il est important que les opérateurs dégroupés concernés par la migration d'accès lors d'une montée en débit soient informés très régulièrement de l'avancement du projet, et notamment de ses retards éventuels, quelle que soit la solution de migration qu'ils aient choisie. Il faut que les préavis qu'ils devront communiquer à leur client final aux divers stades de l'opération soient suffisants pour que ce dernier puisse en anticiper les conséquences.

2.6 Question. L'Autorité invite les acteurs à commenter son analyse en ce qui concerne l'hébergement à la boucle locale et à la sous-boucle locale et à détailler les mesures qui pourraient être prises pour rendre possible et rentable l'hébergement sur les très petits sites.

Colt souscrit à l'ensemble des mesures que l'Autorité propose d'imposer à France Télécom concernant l'hébergement sur les très petits sites.

2.7 Question. L'Autorité invite les acteurs d'une part à commenter son analyse sur le bien fondé d'une obligation de résultat portant sur l'offre LFO pour le raccordement des NRA au potentiel avéré de dégroupage, et, d'autre part, à lui faire part d'éventuelles propositions d'évolutions.

L'obligation de résultat sur l'offre LFO constituerait un élément stabilisateur pour un programme de dégroupage des petits sites. La possibilité de partager une paire de fibres en deux pour n'en louer qu'une seule est également positive, mais il serait intéressant de la compléter le cas échéant par une offre WDM, qui résoudrait pour longtemps le problème simultané de présence et de pénurie de fibre.

2.8 Question. L'Autorité invite les acteurs à lui faire de leurs observations relatives à une obligation d'accès portant désormais sur le raccordement en dégroupage des éléments de réseaux distants.

Le règlement européen de 2000 sur le dégroupage précisait que « Le terme "boucle locale" désigne le circuit physique qui relie les locaux de l'abonné au commutateur ou à tout autre dispositif local équivalent de l'opérateur de télécommunications sur le réseau de l'accès local ». Sur la base de cette référence à l'abonné, France Télécom a longtemps exclu le raccordement des éléments de réseaux distants du champ du dégroupage. Les recommandations sur les marchés pertinents de 2003 et de 2007, dès qu'elles ont été transcrites dans des décisions d'analyse respectivement du marché 11, puis du marché 4, ont mis fin à la validité de cette référence à l'abonné dans la définition du marché en question. Colt demande donc l'unité de l'offre de dégroupage de la boucle locale de cuivre de France Télécom, qu'elle desserve un abonné ou un élément de réseau distant d'un opérateur.

2.9 Question. Plus globalement, les acteurs sont invités à faire part à l'Autorité de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné des obligations imposées à France Télécom en matière de dégroupage de la boucle locale cuivre.

Colt est d'accord avec l'analyse de l'Autorité sur la pertinence et le caractère proportionné des obligations imposées à France Télécom en matière de dégroupage de la boucle locale cuivre.

2.10 Question. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le périmètre des infrastructures de génie civil concernées par l'obligation d'accès et notamment sur les appuis aériens. Concernant ces derniers l'Autorité souhaite notamment recueillir les analyses des acteurs quant aux modalités qui permettraient d'étendre l'obligation d'accès portant sur France Télécom aux appuis communs, dont France Télécom n'est pas propriétaire, accueillant à la fois les réseaux de distribution électrique et les réseaux de boucle locale cuivre de France Télécom.

Assurer une symétrie entre les possibilités offertes à France Télécom et à ses concurrents de déployer leur fibre optique sur les appuis aériens dont bénéficie France Télécom est une bonne chose dans son principe. Cela dit, un câble optique déployé en aérien décrit-il une chaînette compatible avec les câbles en cuivre qui recourent aux mêmes appuis ? Dans le cas de la haute tension, sur des distances entre appuis certes plus longues, RTE enroule ses câbles optiques autour du câble de garde. Un déploiement analogue a-t-il du sens sur les réseaux de transport, de distribution et d'adduction qui composent la boucle locale aérienne de France Télécom ? Combien de câbles optiques différents peut-on accrocher aux supports de la boucle locale aérienne de France Télécom ? Une fois ces questions d'ingénierie résolues, se pose la question de ce qui est permis à France Télécom sur les appuis dont cette société n'est pas propriétaire.

2.11 Question. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'évolution des principes relatifs aux règles d'ingénierie et de désaturation tels que décrits ci-dessus.

Les règles d'ingénierie et de désaturation proposées par l'Autorité semblent raisonnables à Colt.

2.12 Question. L'Autorité invite les acteurs à lui faire de leurs observations relatives à une telle obligation d'accès portant sur le raccordement des éléments de réseaux distants via les offres d'accès aux infrastructures de génie civil de France Télécom.

Colt est favorable à cette obligation, pour les raisons exposées en section 2.8.

2.13 Question. Plus globalement, les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom en matière d'accès à ses infrastructures de génie civil.

Les règles proposées permettent à France Télécom de faire fructifier son génie civil et à tous les opérateurs d'y déployer leur réseau dans des conditions équitables ; Colt est donc favorable aux obligations proposées par l'ARCEP à ce sujet. Tout au plus l'Autorité pourrait-elle préciser, comme elle le fait en matière de dégroupage de la paire de cuivre, que les obligations d'accès à ses infrastructures de génie civil s'appliquent tout aussi bien aux opérateurs d'entreprise qu'aux opérateurs grand public.

2.14 Question. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom au titre de la non-discrimination.

Les obligations auxquelles l'Autorité entend soumettre France Télécom au titre de la non-discrimination sur le marché n°4 paraissent raisonnables à Colt.

2.15 Question. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom au titre de la transparence.

Les obligations auxquelles l'Autorité entend soumettre France Télécom au titre de la transparence sur le marché n°4 paraissent raisonnables à Colt.

2.16 Question. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom en termes de qualité de service.

Les obligations auxquelles l'Autorité entend soumettre France Télécom en termes de qualité de service sur le marché n°4 paraissent raisonnables à Colt.

2.17 Question. Les acteurs sont invités à commenter l'analyse de l'Autorité conduisant à ne pas imposer à ce stade à France Télécom d'obligation d'accès à son réseau de boucle locale en fibre optique.

Le modèle retenu étant la concurrence par les infrastructures sur la boucle locale, une obligation d'accès imposée à France Télécom sur son réseau de boucle locale en fibre optique irait à l'encontre du but poursuivi.

3 Marché de gros des offres d'accès haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational (Marché n°5)

3.1 Question. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'exclusion des offres fondées sur le câble et l'inclusion des offres fondées sur la fibre optique du marché. Ils préciseront, le cas échéant, sur quels fondements ils estimeront pertinent d'inclure ou d'exclure tout ou partie de ces offres.

Colt est d'accord avec l'approche choisie par l'Autorité, qui est conforme aux remarques de la Commission européenne au tour précédent de l'analyse de marche. En pratique, on voit effectivement des substitutions du cuivre vers la fibre, du coaxial vers la fibre (substitution partielles dues à l'adoption de la technologie FttLA par le câblo-opérateur), mais on voit peu

de substitutions du cuivre vers le réseau coaxial (hors FttLA), ni de la fibre optique vers le réseau coaxial.

3.2 *Question. Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la délimitation retenue du marché de gros des offres d'accès haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational*

Colt est d'accord avec l'Autorité sur le caractère national du marché de gros des offres d'accès haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational.

3.3 *Question. Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur l'analyse menée par l'Autorité et la désignation de France Télécom comme opérateur exerçant une influence significative sur ce marché.*

Colt est d'accord avec l'Autorité sur la désignation de France Télécom comme opérateur exerçant une influence significative sur le marché de gros des offres d'accès haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational.

3.4 *Question. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'imposition à France Télécom de fournir ses offres d'accès haut débit activées en ATM aux deux niveaux régional et départemental, en IP et en Ethernet au niveau régional uniquement.*

Colt est d'accord avec l'Autorité sur la pertinence et le caractère proportionné de l'imposition à France Télécom de fournir ses offres d'accès haut débit activées en ATM aux deux niveaux régional et départemental, en IP et en Ethernet au niveau régional uniquement.

3.5 *Question. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la proposition de l'Autorité de ne pas imposer, à ce stade, à France Télécom d'obligations d'accès pour les offres de gros d'accès activées sur fibre livrées au niveau infranational.*

Tant que France Télécom n'offre pas de solutions entreprises sur son architecture FTTH, on peut comprendre que la technologie de référence pour une offre bitstream entreprises soit le cuivre. Cependant, Colt estime que l'Autorité devrait, de manière transversale dans son analyse du marché 5, étudier s'il est pertinent de définir des marchés distincts concernant le bitstream à destination d'opérateurs desservant des clients résidentiels et le bitstream à destination des opérateurs desservant des clients professionnels.

3.6 Question. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence de ne plus retenir le principe de non-éviction par rapport au dégroupage mais de retenir uniquement le principe de l'orientation vers les coûts comme obligation tarifaire imposée à France Télécom pour ses offres de gros d'accès haut débit activées livrées au niveau infranational.

Le principe de non-éviction par rapport au dégroupage avait pour but de favoriser le dégroupage. Cela a très bien fonctionné sur le marché résidentiel, et beaucoup moins sur le marché des entreprises. En 2005, le principe de non-éviction avait été adopté alors que Colt tentait de relancer son dégroupage (arrêté en 2002 à 52 répartiteurs) pour le porter à 130 répartiteurs, et que Completel se lançait dans le dégroupage. En 2005, le modèle de coûts de l'ARCEP du dégroupage par un opérateur purement entreprises évaluait à 250 le nombre de répartiteurs qu'il serait rentable de dégroupier. La réalité du marché a prouvé qu'aucun opérateur purement entreprises ne s'est approché de ce nombre de répartiteurs dégroupés. Si Completel est allé bien au-delà, c'est en tant que marque blanche de Darty, donc selon une logique de développement visant le marché résidentiel. Le maintien du principe de non-éviction conduit donc l'offre de France Télécom DSL Entreprises à rester plus de 50% plus chère qu'elle ne le serait si elle était orientée vers les coûts, et donc les opérateurs dédiés entreprise à payer le prix fort au-delà de la zone très restreinte où ils peuvent dégroupier. Quant aux solutions alternatives, fournies par les opérateurs mixtes grand public – entreprises, elles n'ont jamais atteint en qualité de service l'offre activée par France Télécom. Un interlocuteur de plus dans la chaîne de valeur, cela peut faire baisser les prix lorsqu'il y a réellement de la concurrence, mais cela porte atteinte à la qualité de service. Autrement dit, les clients peu demandeurs de qualité de service bénéficient d'un niveau de concurrence supérieur à celui dont bénéficient les clients plus exigeants en cette matière. C'est à ces clients exigeants que l'ARCEP doit penser en exigeant l'orientation vers les coûts des offres bitstream entreprises de France Télécom.